

d'initiatives de réduction des armements, dont l'annonce faite par Gorbatchev en janvier 1989 à l'effet qu'en 1991, l'Union soviétique aurait réduit son budget militaire de 14,2 p. 100 et sa production d'armements de 19,5 p. 100. Le 30 mai 1989, les Soviétiques révélaient le chiffre total de leurs dépenses militaires, soit 77,3 milliards de roubles (155 milliards de dollars canadiens), chiffre qui se compare, bien que plus faible, à la plupart des estimations de l'Ouest<sup>1</sup>. D'après un rapport conjoint soumis récemment au Congrès des États-Unis par la *Central Intelligence Agency* et la *Defence Intelligence Agency*, Gorbatchev aurait grand intérêt à maintenir au plus bas le chiffre des dépenses militaires de l'URSS, du moins au cours de la période couverte par le Treizième Plan Quinquennal (1991-1995). L'intention manifeste des autorités soviétiques est de transférer aux secteurs civils les sommes ainsi recouvrées, plus particulièrement en vue de soulager la grave pénurie de biens de consommation. Or, il ressort de ce rapport que les économies découlant de l'annonce de réductions unilatérales des forces conventionnelles, du retrait de l'Afghanistan et de la destruction de missiles en vertu du traité sur les missiles des forces nucléaires de portée intermédiaire (Traité FNI) ne compte que pour la moitié à un tiers seulement de cette réduction de 14,2 pour cent. Le rapport conclut que des pressions et restrictions importantes ont incité les autorités soviétiques à chercher à conclure de nouvelles ententes avec l'Ouest sur le contrôle des armements<sup>2</sup>. Cette conclusion semble avoir été confirmée par le premier ministre soviétique Nikolai Ryzhkov, qui déclarait le 7 juin 1989 que son gouvernement entendait continuer à réduire progressivement le budget militaire au moins jusqu'en 1995, de manière à réduire de 33 à 50 p. 100 sa part du revenu national<sup>3</sup>.

La crédibilité du principe de la riposte graduée a également diminué à la suite de la signature du Traité FNI en 1987, en vertu duquel sera éliminée une classe entière d'armements nucléaires basés à terre, soit la gamme intermédiaire, dont la portée se situe entre 500 et 5 000 kilomètres. Le principe de la riposte graduée a été énoncé pour la première fois dans le document MC 14/3 de l'OTAN à la suite des délibérations du Comité Harmel.(13:14) Ce principe a deux aspects. D'abord, l'OTAN doit être capable de riposter à une attaque, quel que soit le niveau du conflit, avec une force proportionnelle. En d'autres termes, l'Alliance doit disposer de forces conventionnelles qui entreront en action en cas d'attaque conventionnelle, ainsi que de forces nucléaires limitées pour riposter à une attaque nucléaire. Deuxièmement, l'OTAN doit être prête et capable d'accentuer le conflit à sa guise et maintenir sa prédominance à cet égard, c'est-à-dire être en mesure d'accentuer le conflit plus rapidement et plus fortement que l'adversaire n'est prêt à le risquer, même si cela signifie être le premier côté à employer des armes nucléaires.

Le principe de riposte graduée visait à hausser le seuil nucléaire en disposant de forces conventionnelles en quantités suffisantes pour soutenir le conflit si cela

<sup>1</sup> *Gorbachev Urges a Postponement of Local Voting*, Bill Keller, The New York Times, 31 mai 1989, p. A1.

<sup>2</sup> *The Soviet Economy in 1988: Gorbachev Changes Course*, rapport soumis par la *Central Intelligence Agency* et la *Defense Intelligence Agency* au sous-comité sur l'économie de la sécurité nationale du comité économique conjoint du Congrès des États-Unis, avril 1989, pp. 9-13.

<sup>3</sup> *Soviet Premier Says Cutbacks Could Reach 33% for Military*, Bill Keller, The New York Times, 8 juin 1989, p. A1.